

À PARTIR DE SÉTIF

Benghebrit appelle à un «pacte pour la sauvegarde de l'école»

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a appelé, hier à partir de Sétif, l'ensemble des membres de la famille de l'éducation à la mise en place d'un pacte national pour la sauvegarde de l'école algérienne ainsi qu'une charte de déontologie pour tous les enseignants du secteur.

«Le secteur de l'éducation vit une crise de croissance qui a engendré l'émergence de nombreux problèmes. Nous devons être vigilants en vue de préserver l'école. Ce dont on a besoin aujourd'hui est de l'engagement. Mobilisons-nous et militons pour préserver notre école», a affirmé M^{me} Benghebrit à l'ouverture des travaux d'une conférence régionale regroupant les wilayas de l'est sur l'éva-

luation de la rentrée scolaire 2014-2015. La ministre a indiqué que son premier objectif est «l'évaluation de la rentrée scolaire, tout en constituant une opportunité pour l'explication des concepts de l'évaluation pédagogique et de la professionnalisation des corps de métiers de l'éducation».

M^{me} Benghebrit a également insisté sur le volet de la formation du personnel. «La formation est la base essentiel-

le en vue d'améliorer le niveau de l'enseignement et la professionnalisation de notre personnel. A cet effet, notre programme de formation de l'année 2014-2015 prévoit la formation de 500 000 fonctionnaires dont 400 000 sont des enseignants. Ces derniers représentent 84,66 % de l'ensemble du personnel de l'éducation nationale dont 67% sont des jeunes enseignants. La formation sera principalement destinée à l'amélioration du niveau des enseignants du cycle primaire qui représente 49% de l'ensemble du personnel du secteur», a-t-elle affirmé.

Pour la ministre, les besoins du secteur de l'éducation ne vont cesser



Photo : NewPress

Benghebrit insiste sur la professionnalisation des corps de métiers de l'éducation.

d'augmenter. A cet effet et à l'horizon 2030, le nombre d'élèves scolarisés atteindra les 11 millions, soit une augmentation de 3 millions d'élèves. Cet important chiffre nécessitera également le recrutement de 250 000 enseignants. En matière d'infrastructures, les besoins à l'horizon 2030 seront de 1000 nouveaux établissements scolaires. «On prévoit d'ici là des classes de 26 élèves dans le primaire, 30 dans le moyen et 32 dans le cycle secondaire», dira-t-elle.

M^{me} Benghebrit a annoncé que son département va instituer une charte de déontologie de l'éducation nationale et dont les directives et conseils permettront à l'enseignant de prendre les bonnes décisions. «Nous devons rele-

ver le défi afin de préserver notre école. Nous devons également ériger le patriotisme en morale nationale», avait conclu la ministre de l'Education nationale, lors de son allocution d'ouverture de ce séminaire. Outre les directeurs de l'éducation de 16 wilayas de l'est du pays, des chefs de service, des directeurs, des inspecteurs centraux et des chargés de communication de ces directions étaient présents à cette rencontre régionale. Sept ateliers de travail ont été mis en place autour de thèmes liés à la gouvernance, la gestion des ressources humaines, la gestion financière et matérielle, l'information et la communication, la formation des formateurs et les structures d'accueil.

Imed Sellami

À L'ADRESSE DES ÉCONOMES :

«Les portes du dialogue sont ouvertes»

A sa sortie du siège de la Direction de l'éducation de Sétif où elle avait donné le coup d'envoi des travaux du séminaire régional des wilayas de l'est, la ministre de l'Education nationale a été interpellée par des centaines d'économistes et des fonctionnaires des services économiques, venus de plusieurs wilayas. Ces derniers, en grève depuis presque deux mois, ont profité de cette occasion pour manifester leur ras-le-bol et attirer l'attention de la ministre. Cette dernière a eu un bref échange avec deux représentants de cette catégorie qui lui ont également remis une plateforme de leurs revendications. «Je n'ai jamais fermé les portes du dialogue et je n'ai jamais refusé de rencontrer quiconque. Concernant vos revendications, il y a eu effectivement des dysfonctionnements lors des négociations tenues en 2012, dans lesquelles cette catégorie a été exclue. Je suis disposée à dialoguer avec les représentants de cette frange dans un cadre légal, mais il faudrait d'abord que cette grève cesse. Les conséquences sont dramatiques pour nos établissements scolaires. Je suis disponible pour tout dialogue. Alors, montrez-moi votre disponibilité en mettant fin à votre grève», a déclaré M^{me} la ministre.

I. S.

POUR UN SPÉCIALISTE DE L'INSTITUT PASTEUR :

«Le cas malien d'Ebola est préoccupant»

« Le cas malien d'Ebola est préoccupant du fait que ce pays est limitrophe avec l'Algérie », a déclaré hier le docteur Derrar de l'institut Pasteur d'Algérie. Il animait une conférence au profit des équipes opérationnelles de la Protection civile. Il dira, à cet effet, qu'il ne s'agit pas d'être défaitiste mais réaliste sachant qu'un cas peut être à l'origine d'une épidémie. Pour le spécialiste, les éventuels intervenants, comme la Protection civile devraient être prêts à réagir devant un éventuel cas contaminé par Ebola.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Il n'y a pas de risque zéro et il ne serait pas étonnant de trouver des cas d'Ebola en Algérie. Il y en a bien eu en Espagne et aux Etats-Unis d'Amérique», a assuré le docteur. Il dira aussi que la restriction des voyages ne fera que retarder l'échéance. Pour le spécialiste, les cas enregistrés actuellement dans trois pays africains sont plus nombreux que tous ceux recensés au cours des dernières épidémies. Pour l'intervenant, la Protection civile devrait être sollicitée pour transporter d'éventuels cas suspects et les équipes doivent donc être prêtes pour faire face à ce genre de situation particulière et préparer des équipes «Ebola».

Le spécialiste dira aussi que le grand espoir

reste le vaccin dont le projet avance bien et qui sera disponible aux mois de janvier et de février prochains, selon le docteur Derrar.

La conférence organisée hier au profit de la Protection civile vise, selon ses initiateurs, à familiariser les personnels sur cette maladie grave, sa virologie et le dispositif mis en place.

Selon les intervenants et si l'Algérie n'était pas forcément concernée, les mouvements de populations importants dans la région et le cas signalé au Mali, la prudence reste de mise. Il s'agira ainsi de sensibiliser les équipes d'intervention et de prendre les mesures qu'il est nécessaire d'adopter devant un cas suspect d'Ebola, ainsi que de renforcer le dispositif mis en place. Pour sa part, le docteur Derrar dira

qu'Ebola représente une urgence de santé publique de portée internationale, selon les déclarations de l'Organisation mondiale de la santé. Il mettra l'accent dans son intervention sur le fait que lors du début de l'épidémie, il s'est passé trois mois avant que la maladie ne soit déclarée. «C'est beaucoup pour un virus à transmission interhumaine» a commenté le spécialiste. Il mettra l'accent sur le fait que le cas malien, la petite fille de deux ans, reste préoccupant, ce pays ayant des frontières directes avec l'Algérie.

«Le cas a traversé tout le Mali venant de Guinée pour arriver au Sud. Ceci sachant qu'un cas peut être à l'origine d'une épidémie», a déclaré le spécialiste. Il précisera aussi que la touche dite Zaïre est la plus dangereuse et c'est celle qui sévit actuellement. Il rappellera aussi que le rythme de transmission interhumaine est rapide.

«Il est nécessaire de surveiller les cas secondaires ainsi et à titre d'exemple, sur 20 cas en Guinée il a fallu surveiller 900 cas», a précisé le docteur Derrar.

F.-Z. B.

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT D'ALI TOUNSI

Le procès prévu au 1^{er} trimestre 2015

Le procès de l'auteur présumé de l'assassinat de feu Ali Tounsi, l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, se tiendra le premier trimestre de l'an prochain, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Le greffier en chef, en charge de la programmation du procès, procédera très prochainement à la convocation des parties concernées par cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le procès, où le présumé auteur principal n'est autre que Chouaib Oultache, un ancien colonel de l'armée de l'air et proche du défunt, aura lieu après l'autre procès où le même mis en cause est poursuivi. Il s'agit de l'affaire opposant la direction générale de la Sûreté nationale à la société privée ABM, une entreprise spécialisée dans la vente de matériel informatique.

Pour rappel, quatre années sont passées depuis l'assassinat qui a eu lieu un jeudi 25 février 2010. Selon l'arrêt de renvoi, le crime a eu lieu suite à une altercation, juste avant la tenue d'une réunion-bilan avec les cadres de la police, en ce jeudi 25 février 2010.

Oultache insistait pour être

reçu avant ses collègues. Il entre dans le bureau du directeur général, qui le reçoit froidement. Il demande le report de la réunion pour permettre à ses collaborateurs d'achever leur travail. Tounsi refuse. «C'est aujourd'hui que les comptes doivent être rendus...», lui dit-il. Une altercation s'ensuit. Les deux responsables abordent la question des marchés de télésurveillance et de télécommunication. La tenue du procès lèvera sans aucun doute plusieurs zones d'ombre, dont notamment celle évoquée par la partie civile.

D'ailleurs, il y a une année, M^{re} Fatima Chenaïf, avocate de la partie civile, a indiqué que «la victime n'était pas n'importe quelle personne, d'où notre droit de connaître le mobile de cet assassinat». De fait,

la partie civile s'est interrogée sur «les raisons qui ont fait que la justice n'ait pas auditionné certains témoins», dont quelques-uns ont exprimé leur disponibilité à le faire, à l'image de l'ex-ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. C'est autour de cette épineuse question que les différentes parties vont engager un long débat (vice de forme), avant que le procès ne soit entamé. Ce jour-là, l'ex-directeur général de la Sûreté nationale était tué par balle dans son bureau.

L'auteur présumé de cet acte n'était autre que «son ami et homme de confiance», Chouaib Oultache, ancien officier de l'armée de l'air, auquel il avait confié l'unité aérienne de la police.

Pour le juge d'instruction, le crime a eu lieu suite à une altercation, juste avant la tenue d'une réunion-bilan avec tous les cadres de la police. Une instruction, cependant que les deux parties ont rejeté au regard, notamment de la «célérité» avec laquelle l'enquête a été menée et des violations de la

procédure qui devait susciter des interrogations.

L'avocate de la partie civile, M^{re} Fatima Chenaïf, est catégorique : «Nous savons que l'opportunité de la programmation du procès relève du parquet général et qu'il y a des affaires qui peuvent être enrôlées rapidement alors que d'autres enregistrent une attente plus longue.

Néanmoins, nous regrettons le rejet de notre demande relative à la convocation d'une liste de témoins, à leur tête l'ancien ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, et des cadres de la Sûreté nationale.» «Nous aurions aimé que Zerhouni, qui avait déclaré quelques heures après le crime, que l'acte s'était déroulé sans témoin, entre deux personnes, précisant qu'Oultache a été pris d'une crise de démence.

Pourquoi nous ont-ils refusé un témoignage aussi important, surtout que le concerné lui-même, à savoir Zerhouni, s'était déclaré prêt à s'exprimer si le juge le lui demandait ?», avait-elle encore déclaré.

A. B.

15^e PRIX OMAR OURTILANE

DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Kamel Daoud et l'Égyptienne Lina Atallah récipiendaires

Le prix international Omar Ourtilane de la liberté de la presse de notre confrère arabophone El Khabar est revenu cette année dans sa 15^e édition à un duo algéro-égyptien, Kamal Daoud et Lina Atallah. C'est là le verdict du jury du prix instauré en 1999 en hommage à notre défunt confrère Omar Ourtilane lâchement ravi aux siens et à la corporation journalistique par les terroristes islamistes le 3 octobre 1995.

La cérémonie de remise de ces distinctions s'est déroulée avant-hier samedi en soirée à l'hôtel Aurassi, à Alger, en présence de nombreux journalistes, de diplomates et de personnalités politiques comme l'ancien chef du gouvernement Ali Benflis, l'avocat Mustapha Bouchachi, le sociologue Nacer Djabi et la militante nationaliste Louise Ighilahriz. La présence officielle s'est limitée à celle de Belkacem Mellah qui a représenté le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Et c'est la veuve du défunt rédacteur en chef, secrétaire générale dudit prix qui a divulgué les lauréats de cette édition, la journaliste égyptienne Lina Atallah et notre confrère Kamal Daoud. Le duo qui devra se départager un pactole de 100 millions de centimes, s'est dit ravi de cette distinction.

Pour la journaliste égyptienne qui découvre pour la première fois l'Algérie, elle a exprimé tout son bonheur de décrocher ce prix, nourrissant le souhait d'y revenir pour un séjour plus long. Quant à Kamal Daoud, qui collectionne cette année les distinctions, il a exprimé tout son «bonheur» d'être distingué par les siens, non sans exprimer son projet de «prendre un peu de recul par rapport à la presse à l'effet de se consacrer davantage à la littérature».

Il faut noter que notre confrère mostaganémois de 44 ans vient d'être le récipiendaire du Prix François Mauriac de l'Académie française, celui des Cinq continents décerné par l'Organisation internationale de la francophonie, celui du jury «Escalaes littéraires d'Alger» pour son roman *Meursault, contre-enquête*, initié par la chaîne hôtelière française Sofitel du groupe Accor. Le talentueux chroniqueur qui sévit au quotidien dans un coin de notre confrère *Le Quotidien d'Oran* est aussi en lice pour deux autres prix littéraires en France : Goncourt et Renaudot. Durant la même cérémonie, le doyen des journalistes algériens, Zoubir Souissi, s'est vu décerner un prix d'honneur pour sa carrière longue de 40 années et pour avoir, en compagnie de quatre de ses confrères, créé *Le Soir d'Algérie*, le doyen des journaux indépendants.

Dans sa prise de parole, Souissi a affirmé que c'était là la meilleure reconnaissance qu'il puisse recevoir car venant de la corporation, estimant n'avoir fait qu'un «devoir» le long de ses quatre décennies d'exercice journalistique.

M. Kebci